

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/Q1/IDN/2**

**G/SCM/Q1/IDN/2**

14 avril 1997

(97-1564)

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

### Questions de la TURQUIE à l'INDONESIE<sup>1</sup>

La Mission permanente de la Turquie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 avril 1997.

Q.1 L'article 19 de la Loi douanière (page 5) dispose que "Il est perçu, sur un produit importé visé à l'article 18, un droit antidumping dont le montant ne dépasse pas la différence entre la valeur normale de ce produit et le prix auquel il est exporté." Une disposition similaire de l'article 4 du Règlement (page 13) établit que le montant du droit antidumping est fixé à un niveau égal à celui de la marge de dumping et que le montant du droit compensateur est fixé à un niveau égal à celui de la subvention nette. Toutefois, il est dit à l'article 26.1 du Règlement (page 20) que "le Ministre de l'industrie et du commerce fixe pour l'imposition des droits antidumping ou des droits compensateurs certains droits égaux ou inférieurs à la marge de dumping et/ou à la subvention nette".

Dans ce contexte:

- a) En cas de conflit, est-ce la Loi douanière ou le Règlement qui prévaut dans le système législatif indonésien et, si un tel conflit survient entre la législation nationale et les dispositions des Accords de l'OMC, quel est celui des deux textes qui l'emporte?
- b) Si, dans ce dernier cas, la Loi douanière prévaut, pourriez-vous apporter des précisions sur ces dispositions au regard de l'article 9.1 de l'Accord antidumping?

Q.2 Comment les autorités indonésiennes interprètent-elles l'article 1.8 b) du Règlement (page 11) par rapport à l'article 5.4 de l'Accord antidumping?

Q.3 Pourriez-vous apporter des éclaircissements sur les conditions requises pour l'acceptation d'une demande dont il est fait mention à l'article 8 du Règlement (page 14)?

---

<sup>1</sup>G/ADP/N/1/IDN/2-G/SCM/N/1/IDN/2.

Q.4 Aux termes de l'article 14.1 c) du Règlement (page 16), "le Comité ... peut ménager aux parties intéressées la possibilité d'examiner tous les renseignements pertinents et non confidentiels utilisés dans l'enquête". Les parties intéressées ont le droit d'examiner tous les renseignements appropriés et les autorités sont obligées de les leur fournir conformément aux dispositions de l'article 6.2 de l'Accord antidumping. Etant donné les dispositions de l'article susmentionné de l'Accord, comment les autorités indonésiennes interprètent-elles les paragraphes c) et f) de l'article 14 du Règlement (page 16)?

Q.5 Que sont la politique et la législation de l'Indonésie en ce qui concerne la mise en oeuvre des rapports des groupes spéciaux de l'OMC?

Q.6 Comment les autorités indonésiennes calculent-elles la marge moyenne pondérée de dumping (article 26.2 du Règlement, page 20)? Existe-t-il une définition précise de la méthode qui doit être utilisée dans ce calcul? Si tel n'est pas le cas, prière d'expliquer la méthode employée pour déterminer les marges de dumping et d'indiquer dans quelle mesure elle est conforme avec les méthodes définies à l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping?

Q.7 Pourriez-vous apporter des précisions sur la méthode de "calcul des droits visés au paragraphe 2)" (article 26.3, page 20)?

Q.8 La "date de publication de la décision du Ministre des finances" correspond-elle à la date de publication de la décision au Journal officiel? Si tel n'est pas le cas, prière de donner des précisions (articles 29 et 31 du Règlement, pages 21 et 22).

Q.9 Pourriez-vous préciser si l'Indonésie a un organisme indépendant chargé de la révision judiciaire des déterminations en matière de droits antidumping et de droits compensateurs, tel que le prévoient l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (articles 13 et 23, respectivement)? Si l'organisme de recours est effectivement l'organisme indépendant, pourriez-vous préciser s'il agit en tant qu'organisme indépendant au sens de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires en cas de contestation d'un droit antidumping ou d'un droit compensateur (article 35, page 23 du Règlement)? Pourriez-vous également expliquer le statut juridique de cet organisme de recours et indiquer quelles sont les autorités qui en désignent les membres et le président?